

## **L'UE doit bénéficier d'une ressource autonome pour financer les politiques d'avenir à mener au plan européen**

*Mouvement Démocrate, Sylvie Goulard, 20 octobre 2010*

**Le Parlement européen, auquel le Traité de Lisbonne confère le dernier mot en matière budgétaire, a rejeté aujourd'hui les coupes claires proposées par le Conseil pour les dépenses d'investissement et de recherche en 2011. Une négociation va ainsi s'ouvrir entre les eurodéputés et les ministres européens du Budget. Le Mouvement Démocrate aborde cette discussion avec responsabilité, conscient des difficultés budgétaires qui affectent tous les Etats membres, dont la France, mais soutiendra la stratégie adoptée par une large majorité parlementaire en faveur d'une vision à long terme des finances publiques européennes.**

Le budget européen annuel s'intègre en effet dans un cadre financier pluriannuel qui court sur la période 2007-2013 et dont la révision est en cours. Pour Sylvie Goulard, en charge des Affaires européennes dans le shadow cabinet du MoDem, le point clef consiste à doter l'Union européenne de ses propres ressources. "Le budget européen repose à 70 pour cent sur des contributions nationales. Ce système conduit chacun à réclamer un "juste retour" de l'argent versé à l'UE au détriment de l'efficacité. Les dépenses de l'UE devraient au contraire permettre de mieux faire converger les économies européennes à travers plus de solidarité et un renforcement des infrastructures d'intérêt européen. Les propositions faites par la Commission européenne en faveur d'une ressource autonome, qui ne transiterait plus par les budgets nationaux mais serait directement versée au budget européen sont beaucoup plus porteuses d'avenir. Il pourrait s'agir d'une fraction de la TVA, d'une taxation sur les transactions financières, d'une taxe énergétique voire d'un pourcentage de l'impôt sur les sociétés ? Un panachage de ces différentes pistes ouvertes par la Commission serait aussi envisageable. La réflexion commence, l'essentiel étant que l'UE dispose de ressources stables et suffisantes. Le Conseil devrait réfléchir avant de déjà refermer la discussion. Quoiqu'en dise Pierre Lellouche, seule une remise à plat du budget européen permettra de garantir durablement l'avenir des politiques comme la PAC".